

L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2016

Une activité économique soutenue par la consommation, mais l'investissement marque le pas

L'année 2016 confirme le diagnostic établi en 2015, celui d'une activité économique soutenue par la consommation des ménages. La plupart des indicateurs macroéconomiques sont bien orientés.

La consommation des ménages - qui demeure le principal moteur à la croissance - affiche son dynamisme. Cette dernière profite d'une baisse des prix, en lien avec l'évolution des cours du pétrole, qui génère un accroissement du pouvoir d'achat des ménages. Parallèlement, la demande intérieure bénéficie de la très bonne orientation du marché du travail.

Cependant, en dépit d'un environnement de taux bas, les entreprises affectent en priorité leurs profits à l'épargne au détriment de l'investissement. Des perspectives de développement limitées, sur un marché intérieur restreint, peuvent expliquer en partie cette situation. Tout l'enjeu pour l'archipel est de se mettre en quête de relais de croissance, qui fourniront de nouvelles opportunités d'investissement aux entreprises.

Sur le plan sectoriel, les résultats sont contrastés : le BTP a souffert d'un recul de la commande publique, la pêche d'une campagne écourtée, tandis que le secteur touristique enregistre des résultats encourageants.

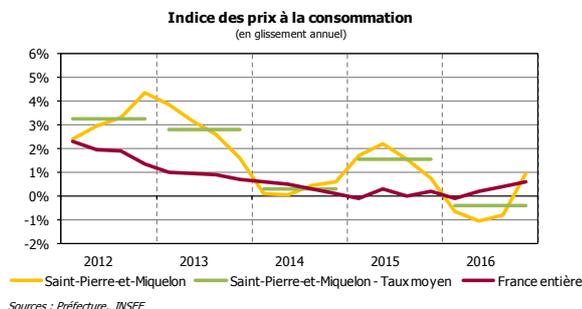
MALGRÉ UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE PORTEUR, LES ENTREPRISES RESTENT PEU NOMBREUSES À INVESTIR

Une inflation en territoire « négatif », mais un rebond en fin d'année

Après 2014 (+0,3 %) et en dépit du rebond observé en 2015 (+1,5 %), les prix à la consommation évoluent en territoire négatif (-0,4 % en moyenne sur l'année).

De fait, les prix à la consommation à Saint-Pierre-et-Miquelon enregistrent une évolution moyenne inférieure à celle observée pour la France entière (+0,3 %), notamment en raison de la part importante de la composante énergétique dans l'indice de l'archipel. Cette baisse annuelle des prix est la première enregistrée depuis la crise de 2009, dans un contexte toutefois bien différent.

L'évolution globale de l'indice est marquée en 2016 par le recul des prix de l'énergie (-14,2 %), engendré par la baisse du cours du baril de pétrole. La diminution des prix des produits manufacturés (-2,7 %) contribue également dans une moindre mesure à ce repli. Seule la hausse des prix des produits alimentaires (+2,0 %) et des services (+1,2 %) vient compenser ces variations.



Un marché du travail proche du plein-emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A enregistre une baisse à fin décembre 2016 (-26,6 % sur un an), pour s'établir à 160 personnes. Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi recule également (-9,0 %), avec 362 personnes.

L'indicateur de chômage¹ de l'archipel s'établit à 5,4 % en moyenne annuelle, en nette amélioration par rapport à 2015 (-3,3 points). Le territoire se situe dans une situation très favorable de quasi-plein-emploi.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le système d'aide à l'emploi de l'archipel se compose du Revenu de solidarité active (RSA) et de la Prime d'activité ; cette dernière venant remplacer le RSA-Activité. En 2016, la moyenne mensuelle des bénéficiaires s'établit à 61 personnes.

¹ L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégorie A / population active au dernier recensement (2013) ».

La consommation des ménages demeure solide

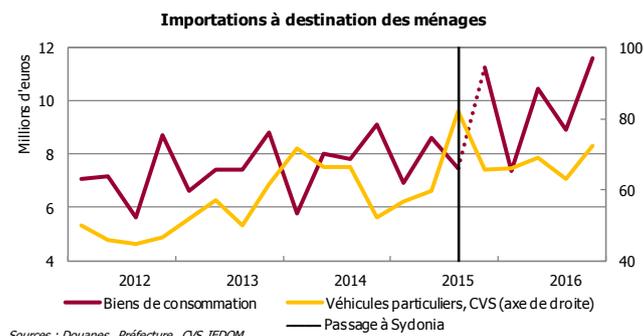
Portée par les importations, la consommation des ménages confirme sa place de principal moteur de l'économie de l'archipel.

En effet, les importations à destination des ménages continuent de progresser en 2016 (+12,1 %, après +11,5 % en 2015), dans le sillage des importations de biens durables, qui ont doublé au cours de l'année. À l'inverse, les produits alimentaires, qui représentent près de la moitié des importations des ménages, sont en léger retrait sur l'année (-1,1 %).

Les immatriculations de véhicules de tourisme enregistrent une hausse (+2,3 %) pour la quatrième année consécutive, mais leur rythme de croissance décélère régulièrement depuis 2013. Au cours de l'année 2016, le nombre total de véhicules de tourisme immatriculés s'élève à 271.

Après deux années de hausse (+6,7 % à fin décembre 2014 et 2015), l'activité des crédits à la consommation s'inscrit en baisse à fin décembre 2016 (-2,9 % en glissement annuel), pour s'établir à 18,2 millions d'euros. Cependant, l'encours reste supérieur à sa moyenne de longue période (14,6 millions d'euros).

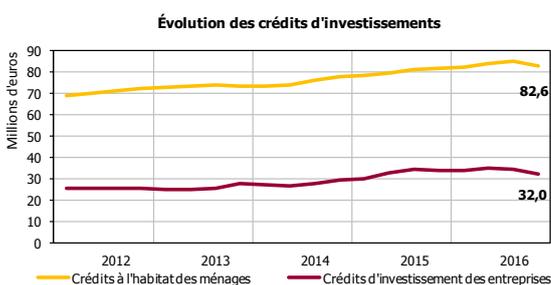
Tout en demeurant à de bas niveaux, les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages se dégradent légèrement au cours de l'année 2016. Ainsi, les décisions de retrait de cartes bancaires (+5) et le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire (+3) s'accroissent faiblement sur l'année. À l'inverse, le nombre d'incidents de paiement sur chèques s'inscrit en baisse, avec 5,6 incidents en moyenne par mois (contre 6,3 en 2015).



Sources : Douanes, Préfecture, CVS IEDOM

L'investissement des entreprises marque le pas

Les importations de biens d'investissement augmentent légèrement en 2016 (+0,5 %), après avoir enregistré une forte baisse l'année précédente (-19,3 %). Cette évolution illustre le changement de comportement des entreprises qui se sont adaptées à un moindre niveau d'activité, attribuable à la fin des grands chantiers (nouvel hôpital et centrale EDF principalement).



Source : IEDOM

Ainsi, la hausse des importations de biens intermédiaires sur un an (+12,5 %) n'a fait que compenser le repli des importations de biens d'équipement (-8,5 %). De la même manière, l'encours de crédits d'investissement aux entreprises s'inscrit en baisse (-5,8 % après +14,8 % en 2015), tout comme les ventes de véhicules utilitaires (-19,0 %, après -9,7 % l'année passée). Le nombre de véhicules utilitaires immatriculés passe de 84 en 2015 à 68 en 2016.

Seul l'encours de crédits à l'habitat des ménages continue sa progression (+1,1 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2015 (+5,3 %), pour s'établir à 82,6 millions d'euros en fin d'année.

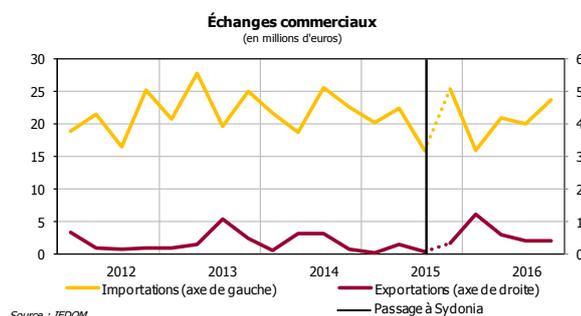
Sensible amélioration de la balance commerciale²

L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon est fortement dépendante de l'extérieur et la balance commerciale est structurellement déficitaire. Cependant, ce déficit s'inscrit en baisse par rapport à l'année précédente (-6,5 %), pour s'établir à 77,9 millions d'euros.

Les importations en valeur de l'archipel diminuent en 2016 pour la troisième année consécutive (-4,2 % après -5,2 % en 2015 et -5,0 % en 2014), pour s'établir à 80,5 millions d'euros. Elles demeurent cependant à un niveau supérieur à leur moyenne de longue période (71,7 millions d'euros).

Ce nouveau repli est attribuable aux importations de combustibles, lesquelles ont diminué de moitié en valeur sur un an (une baisse contenue à -32,1 % en volume après +13,6 % en 2015). Hors combustibles, les importations en valeur progressent de 6,4 %. Cette évolution s'explique par la hausse des importations de biens de consommation (+12,1 % sur un an). Par ailleurs, les biens d'investissement augmentent légèrement (+0,5 %).

Les exportations de l'archipel ont quadruplé cette année, pour s'établir à 2,6 millions d'euros. Cette hausse s'explique essentiellement par les produits de la mer, qui n'avaient pas fait l'objet d'exportations en fin d'année 2015³. Ainsi, ces derniers représentent 62,0 % des exportations totales en 2016 (1,6 million d'euros).



Source : IEDOM

² La mise en service du portail Sydonia par les services douaniers a permis une amélioration de la collecte d'informations sur le commerce extérieur, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

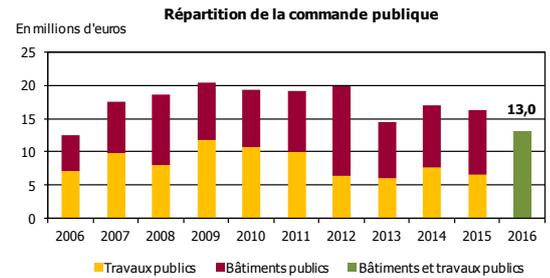
³ Cependant, la valeur des exportations de produits de la mer demeure sous-estimée, du fait de la non-prise en compte des débarquements de produits effectués directement au Canada.

UNE ACTIVITÉ SECTORIELLE EN DEMI-TEINTE

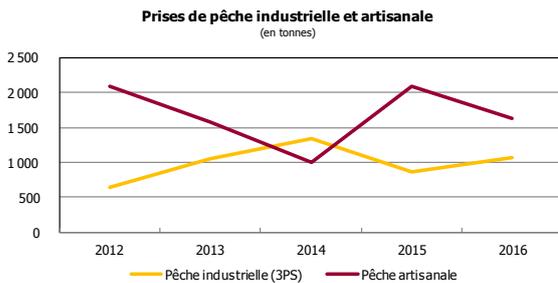
Le BTP, dans l'attente d'un regain d'activité⁴

Le repli de la commande publique observé en 2015 (-4,4 %) se confirme, cette dernière enregistrant une nouvelle baisse cette année (-14,4 %) pour s'établir à 13,0 millions d'euros et revenir au niveau de 2006, soit avant le début des travaux du nouvel hôpital puis de la centrale EDF.

Ces chantiers d'envergure ayant pris fin, l'activité du secteur de la construction est principalement soutenue par les travaux de la nouvelle agence IEDOM et du réseau de chaleur urbain.



L'activité halieutique perturbée par une campagne écourtée



La pêche affiche des résultats disparates et globalement défavorables en 2016 (-8,7 % de prises par rapport à 2015), imputables notamment aux mauvaises conditions météorologiques qui ont écourté la campagne en fin d'année.

Après un net rebond en 2015 (+84,2 %), la pêche artisanale s'inscrit de nouveau en baisse cette année (-21,9 %), en raison du recul combiné des prises de morue et de concombre de mer (respectivement -26,4 % et -20,2 %). Le total des captures de la pêche artisanale s'établit à 1 629 tonnes.

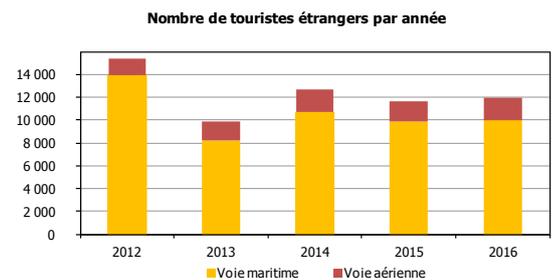
À l'inverse, les prises de pêche industrielle⁵ s'accroissent nettement (+23,0 % contre -46,2 % en 2015), pour un total de prises s'élevant à 1 064 tonnes.

Fréquentation touristique en hausse

En 2016, le nombre de touristes étrangers repart à la hausse (+3,4 % sur un an, à 12 007 visiteurs, après une baisse marquée en 2015 (-8,7 %). Cette progression tient à l'augmentation du nombre de touristes d'agrément (+2,9 %). De plus, si les touristes d'affaires ne représentent qu'une faible part du volume total de touristes étrangers (2,1 %), leur nombre progresse fortement sur l'année (+27,1 %), participant ainsi à l'accroissement global.

La destination Saint-Pierre-et-Miquelon demeure largement dépendante du marché canadien qui représente 73,8 % des entrées de touristes étrangers en 2016. Ils sont suivis par les touristes originaires des États-Unis (18,0 %) et d'autres nationalités (8,2 %).

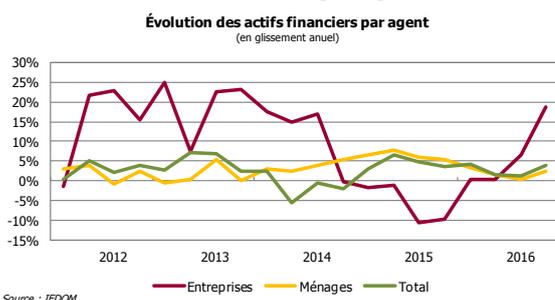
Par ailleurs, l'augmentation du nombre de touristes est d'autant plus importante que le nombre de croisiéristes est en baisse (-16,7 %). En 2016, ces derniers représentent 21,5 % des touristes étrangers (contre 26,5 % en 2015), mais leur impact sur l'économie locale demeure limité. Hors croisiéristes, le nombre de touristes étrangers augmente nettement sur un an (+10,6 %). La grande majorité d'entre eux privilégient la voie maritime pour visiter l'archipel (78,2 % des entrées, en hausse de 8,6 %).



UNE ANNÉE CONTRASTÉE, PONCTUÉE PAR L'ENTRÉE D'UN NOUVEL ACTEUR

L'année 2016 marque un changement d'importance dans le paysage bancaire de l'archipel suite à la fusion⁶ de la BDSM et de la CEPAC. Concernant les résultats, l'activité bancaire profite d'un environnement toujours très favorable de taux bas, qui se traduit par une nouvelle progression des crédits octroyés, malgré quelques signes d'essoufflement. Les placements des agents économiques sont également en hausse.

Rebond de l'épargne des entreprises



Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel à fin 2016 progresse à un rythme légèrement supérieur à celui de l'année passée (+3,9 % après +3,5 %), pour s'établir à 226,5 millions d'euros.

L'accroissement est principalement attribuable au net rebond enregistré par les entreprises (+18,6 % contre -9,7 % en 2015). De plus, les ménages voient leurs placements s'accroître de nouveau sur un an (+2,4 %), à un rythme cependant moins soutenu que l'année précédente (+5,3 %).

⁴ L'habituelle distinction entre bâtiment et travaux publics n'était pas disponible au moment de la rédaction.

⁵ Le volume total des prises de la pêche artisanale est supérieur à celui de la pêche industrielle, le *Béothuk* étant autorisé à effectuer les deux types de pêche, renforçant ainsi les capacités de l'archipel à atteindre les quotas autorisés.

⁶ Cette évolution a eu une incidence sur la répartition des crédits à l'habitat entre agents économiques, susceptible d'altérer la qualité des données d'encours de crédit.

À l'inverse, les placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) s'inscrivent en baisse (-3,0 %).

Les dépôts à vue enregistrent une nette hausse sur un an (+13,2 %) tandis que les placements liquides ou à court terme sont en retrait (-7,0 %). D'autre part, l'épargne de long terme progresse de 16,0 % sur un an, un rythme similaire à celui observé à fin 2015 (+16,7 %). La répartition des actifs financiers met en lumière un degré d'aversion au risque relativement élevé, illustré par la préférence des agents économiques pour la liquidité. En effet, les dépôts à vue (35,3 %) et les placements liquides ou de court terme (43,4 %) représentent plus des trois quarts des actifs financiers.

À eux seuls, les ménages détiennent 80,7 % des actifs à fin 2016, dont près de la moitié sous la forme de placements liquides ou à court terme (49,3 % des actifs des ménages).

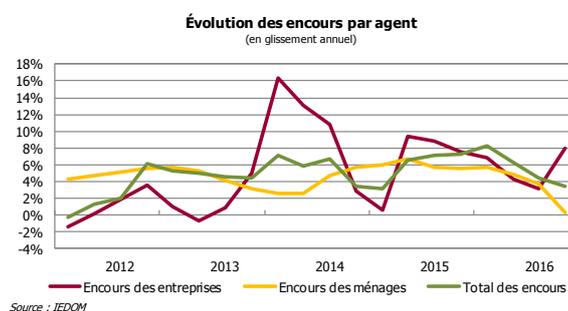
Le financement de l'économie perd de son dynamisme

L'encours total de crédit consenti à l'économie poursuit son essor en 2016 (+3,4 %), bien qu'à un rythme inférieur à l'année précédente (+5,6 %).

L'accroissement global est principalement attribuable à la progression des financements octroyés aux entreprises, qui augmentent à un rythme proche de celui observé l'année précédente (+8,0 % à fin 2016 après +7,6 % à fin 2015), pour atteindre 45,6 millions d'euros (26,3 % de l'encours total). Ces derniers sont principalement portés par les crédits immobiliers, qui ont doublé sur la période, ainsi que par les crédits d'exploitation (+33,5 % après -26,3 % en 2015). À l'inverse, les crédits d'investissement enregistrent leur première baisse (-5,8 %) depuis 2011.

Par ailleurs, en dépit de leur poids relatif dans l'encours total (10,3 %), les crédits octroyés aux collectivités locales expliquent une part importante de l'évolution globale. En effet, après un repli en 2015, ces derniers progressent nettement à fin 2016 (+20,9 %), pour s'établir à 17,9 millions d'euros.

Enfin, sous l'effet d'une baisse des crédits à la consommation (-2,9 %) et d'une progression plus contenue des crédits à l'habitat (+1,1 % en 2016 contre +5,3 % en 2015), les crédits consentis aux ménages s'accroissent faiblement cette année (+0,3 % contre +5,6 % l'année passée). L'encours sain de crédits aux ménages atteint 100,8 millions d'euros (58,1 % de l'encours total) à fin décembre.



Au plan sectoriel, les financements demeurent orientés vers l'administration publique, qui représente près du tiers de l'ensemble des crédits accordés et progressent largement cette année (+69,7 %). De la même manière, les octrois réalisés à destination des secteurs des activités immobilières (+6,6 %), de la construction (+18,6 %) et du commerce (+25,2 %) augmentent significativement au cours des douze derniers mois.

Tout en demeurant à un niveau très bas, le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement repart légèrement à la hausse (+0,2 point à 2,4 %). En parallèle, le taux de provisionnement des banques locales recule sur un an (-2,7 points), pour s'établir à 75,1 %.

2017, ANNÉE D'OUVERTURE ÉCONOMIQUE ?

Les acteurs économiques ont su profiter en 2016 d'un environnement macroéconomique toujours favorable, caractérisé par une faiblesse de l'inflation et des taux d'intérêt, qui a soutenu la consommation des ménages et permis de contenir les difficultés rencontrées par les entreprises. Ces dernières ont en effet connu une année plus difficile, notamment dans le secteur de la construction qui a dû composer avec une commande publique de moindre ampleur.

L'année 2017 s'annonce plus favorable, grâce à la poursuite de certains chantiers d'importance (entrepôt sous douane, gare maritime, agence IEDOM et réseau de chaleur urbain) et au lancement des travaux de deux projets d'envergure : la réhabilitation du quai en eaux profondes et le bitumage de la piste d'aviation. Ces chantiers devraient avoir un impact positif sur le marché de l'emploi, et par voie de conséquence renforcer la consommation des ménages.

Toutefois, si à l'avenir le secteur public aura probablement toujours une place prépondérante dans l'économie de l'archipel, l'initiative privée sera amenée dans les prochaines années à voir son rôle se renforcer dans le processus de création de richesse. De même, l'économie de l'archipel est proche du plein-emploi, mais sa population diminue depuis une quinzaine d'années. Enfin, la consommation demeure un pilier solide qui tire l'activité économique, mais dont la marge de progression se réduit au fur et à mesure des années. Pour continuer son expansion, l'archipel devra faire évoluer son modèle de développement et trouver de nouveaux relais de croissance.

À cet égard, 2017 se présente comme une année d'ouverture accrue aux flux économiques extérieurs, par le biais du secteur touristique. L'achèvement de la Maison de la nature et de l'environnement et l'arrivée des navires-ferries devraient permettre de renforcer l'attractivité du territoire. Ce nouveau dynamisme insufflé au secteur devrait avoir des retombées positives sur l'activité économique de l'archipel.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M. A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : H. MARION
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2017 – Dépôt légal : avril 2017 – ISSN 1952-9619